

Les Echos



Les Français et la dette publique

—
Sondage ELABE pour Les Echos et l'Institut Montaigne

12 septembre 2024

—
ELABE



Fiche technique

Etude ELABE réalisée pour Les Echos et l'Institut Montaigne

Interrogation

- Echantillon de **1 000** personnes, représentatif des résidents de France métropolitaine âgés de 18 ans et plus.

Constitution de l'échantillon

- La représentativité de l'échantillon a été assurée selon la **méthode des quotas** appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, profession, région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil et dates de terrain

- Interrogation par Internet du **10 au 11 septembre 2024**.



Notes sur les marges d'erreur

Pour un échantillon de 1 000 personnes, les marges d'erreur sont les suivantes avec un niveau de confiance de 95% :

Pour un pourcentage de :	La marge d'erreur est de :	Le résultat réel se situe dans une fourchette entre :
5	+/- 1,4	3.6 et 6.4
10	+/- 1,9	8.1 et 11.9
15	+/- 2,2	12.8 et 17.2
20	+/- 2,5	17.5 et 22.5
25	+/- 2,7	22.3 et 27.7
30	+/- 2,8	27.2 et 32.8
35	+/- 3	32 et 38
40	+/- 3	37 et 43
45	+/- 3,1	41.9 et 48.1
50	+/- 3,1	46.9 et 53.1
55	+/- 3,1	51.9 et 58.1
60	+/- 3	57 et 63
65	+/- 3	62 et 68
70	+/- 2,8	67.2 et 72.8
75	+/- 2,7	72.3 et 77.7
80	+/- 2,5	77.5 et 82.5
85	+/- 2,2	82.8 et 87.2
90	+/- 1,9	88.1 et 91.9
95	+/- 1,4	93.6 et 96.4

Exemple de lecture :

Pour un résultat observé de **25%**, il y a 95% de chances pour que le résultat réel soit compris entre **22,3%** et **27,7%**.

Principaux enseignements

> L'urgence à agir pour réduire la dette demeure à niveau élevé et s'intensifie

Depuis janvier 2024, le sujet de la dette publique a fortement progressé parmi les priorités que les Français adressent à l'exécutif (27%, +16 points)*. Dans ce contexte, 80% (stable depuis mars 2024) des Français jugent *urgent* de réduire la dette publique en France, dont 39% (+7) *très urgent* et 41% (-7) *assez urgent*. A l'inverse, 19% (=) considèrent que cela n'est *pas urgent*, dont 14% (-2) *pas vraiment* et 5% (+2) *pas du tout*.

Le sentiment d'urgence domine et s'intensifie dans toutes les catégories de population et de façon particulièrement marquée chez les 65 ans et plus (+16 *très urgent*).

Politiquement, les électeurs LR au 1er tour des élections législatives 2024 (96% *urgent* dont 39% *très urgent*), RN (88% dont 47%) et « Ensemble » (87% dont 52%) s'accordent sur l'urgence à agir. Les électeurs NFP sont comparativement moins inquiets (71% dont 25%).

45% des électeurs d'Emmanuel Macron au 1^{er} tour des élections présidentielles 2022 considèrent désormais qu'il *très urgent* de réduire la dette, soit une hausse significative de 20 points en quelques mois.

(*) Données issues de l'enquête ELABE pour BFMTV réalisée les 5 et 6 septembre 2024.



Principaux enseignements

> Pour les Français, la diminution du train de vie de l'Etat est la solution n°1 pour réduire la dette publique

Aux yeux des Français, la *diminution du train de vie de l'Etat* est la solution n°1 pour réduire la dette publique (70% de citations), loin devant la *hausse des impôts des entreprises ayant fait le plus de profits* (44%), la *réduction globale des dépenses publiques* (39%), et la *hausse des impôts des particuliers les plus aisés* (39%). La *diminution des dépenses sociales* et la mise en place de *réformes encourageant la croissance économique* sont une solution pour 3 Français sur 10. La *hausse globale des impôts* (12% pour les entreprises et 4% pour les particuliers) et la *diminution du financement des collectivités locales par l'Etat* (9%) ne sont pas envisagées.

La *diminution du train de vie de l'Etat* est considérée comme le premier moyen de réduire la dette publique dans toutes les catégories de population et dans tous les électors. Il est davantage cité chez les plus âgés (79% des 50-64 ans et 80% des 65 ans et +), dans les communes rurales (77%), ainsi que par les électeurs LR (81%) et RN (79%) au premier tour des élections législatives 2024.

Les autres pistes font l'objet de vraies différences d'un point de vue politique :

- Electeurs du NFP : *une hausse des impôts des entreprises ayant fait le plus de profits* (68%), *une hausse des impôts des particuliers les plus aisés* (53%)
- Electeurs d'Ensemble : *la réduction globale des dépenses publiques* (44%), *des réformes encourageant la croissance économique* (41%), *la diminution des dépenses sociales* (39%)
- Electeurs LR/UDI/DVD : *des réformes encourageant la croissance économique* (52%), *la réduction globale des dépenses publiques* (45%), *la diminution des dépenses sociales* (34%)
- Electeurs RN : *la réduction globale des dépenses publiques* (50%), *la diminution des dépenses sociales* (49%)



Principaux enseignements

> **Aucun responsable politique n'obtient la confiance de l'opinion en matière de finances et dépenses publiques**

Gabriel Attal recueille la confiance de près de 4 Français sur 10 (39%, +6 points depuis mars 2024) pour avoir une bonne politique en matière de finances et dépenses, au coude à coude avec Michel Barnier (38%). Tous deux sont suivis de près par Marine Le Pen (36%).

L'ex-Premier ministre et son successeur obtiennent la confiance d'une nette majorité des électeurs d'« Ensemble » (respectivement 78% et 72%) ainsi que des électeurs LR/DVD/UDI (58% et 72%).

Marine Le Pen bénéficie quant à elle d'un soutien quasi-total des électeurs RN (83%) et parvient également à obtenir le soutien de 27% des électeurs LR/DVD/UDI.

Les dirigeants LR obtiennent la confiance de 29% (+4) des Français, le ministre de l'Économie démissionnaire Bruno Le Maire 28% (+1) et les dirigeants du Parti socialiste (27%, +5). Les autres responsables et partis politiques sont cités par moins d'un Français sur quatre.



Principaux enseignements

> **Système fiscal : plus d'1 Français sur 2 estime qu'il contribue davantage au système qu'il n'en bénéficie, un niveau stable depuis mai 2023**

De manière générale, quand ils pensent aux différents impôts et taxes qu'ils paient et aux services et aides dont ils peuvent bénéficier, plus de la moitié des Français estiment *contribuer plus au système qu'ils n'en bénéficient* (54%, +1 point par rapport à mai 2023), un quart pense qu'ils *contribuent autant qu'ils en bénéficient* (25%, +1) et seuls 7% (-1) qu'ils *bénéficient plus du système qu'ils n'y contribuent*. 14% (-1) d'entre eux ne se prononcent pas sur le sujet.

D'un point de vue sociodémographique, ce sentiment est majoritaire dans toutes les catégories de population. Il est particulièrement présent chez les cadres et professions intermédiaires (60%, -1) et se renforce chez les employés/ouvriers (56%, +4).

Les plus jeunes (18-24 ans) sont désormais partagés plutôt entre le sentiment de *contribuer autant qu'ils n'en bénéficient* (42%, +16) et celui de *contribuer plus* (33%, +2).

Les électeurs du RN estiment majoritairement contribuer davantage au système qu'ils n'en bénéficient (73%), tandis que les autres électorats sont plus partagés : LR (55% *contribuer plus*, 37% *autant*), Ensemble (49%, 35%) et NFP (45%, 34%).



Principaux enseignements

Le regard de l'Institut Montaigne

“

A quelques semaines de la présentation du prochain projet de loi de finances par le Gouvernement, les dernières prévisions budgétaires - 5,6% de déficit en 2024 - laissent présager d'après discussions parlementaires.

En effet, lors de la campagne des législatives en juin dernier, le sujet de l'état de nos finances publique était loin de faire consensus. Cette fracture se reflète aujourd'hui au sein des différents électorats : si 96% des électeurs LR estiment qu'il est urgent de réduire la dette, ils ne sont que 71% chez les électeurs du NFP. Pour rétablir nos comptes publics, la hausse de la fiscalité sur les entreprises et sur les ménages les plus aisés est ainsi privilégiée par les électeurs du NFP alors que la réduction globale des dépenses est jugée prioritaire pour l'électorat du RN.

Un point commun notable toutefois, celui d'une croyance bien enracinée selon laquelle la première solution serait de réduire le rythme de vie de l'État. Alors que la protection sociale représente près de 33% de nos dépenses publiques - contre 27% en moyenne au sein de l'UE - les Français, eux, « regardent ailleurs ». Le sentiment de contribuer davantage à notre système social que d'en bénéficier, particulièrement présent au sein des classes moyennes, explique notamment l'absence de consentement citoyen à soutenir un futur effort budgétaire. Dans un tel contexte, seule une mobilisation politique inédite permettra de répondre à l'urgence qu'exige la situation de nos finances publiques.

Lisa Thomas-Darbois | Directrice des études France

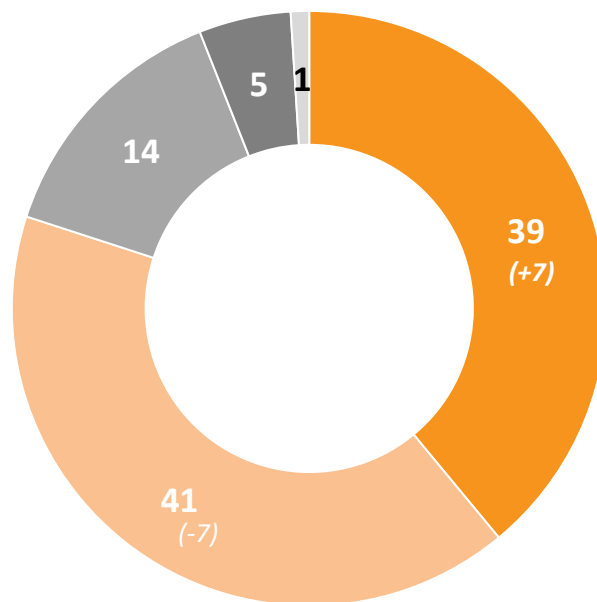
”

L'urgence à agir pour réduire la dette demeure à niveau élevé et s'intensifie

Selon vous, est-il urgent ou pas urgent de réduire la dette publique en France ?

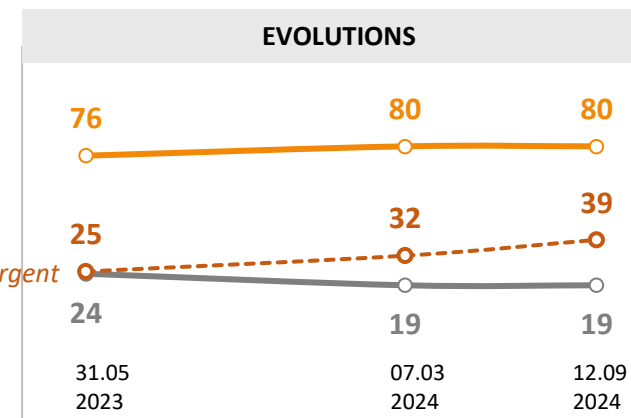
En % - Ensemble des Français

TOTAL PAS URGENT
19% (=)*



TOTAL URGENT
80% (=)

■ Très urgent
 ■ Assez urgent
 ■ Pas vraiment urgent
 ■ Pas du tout urgent
 ■ Sans-réponses

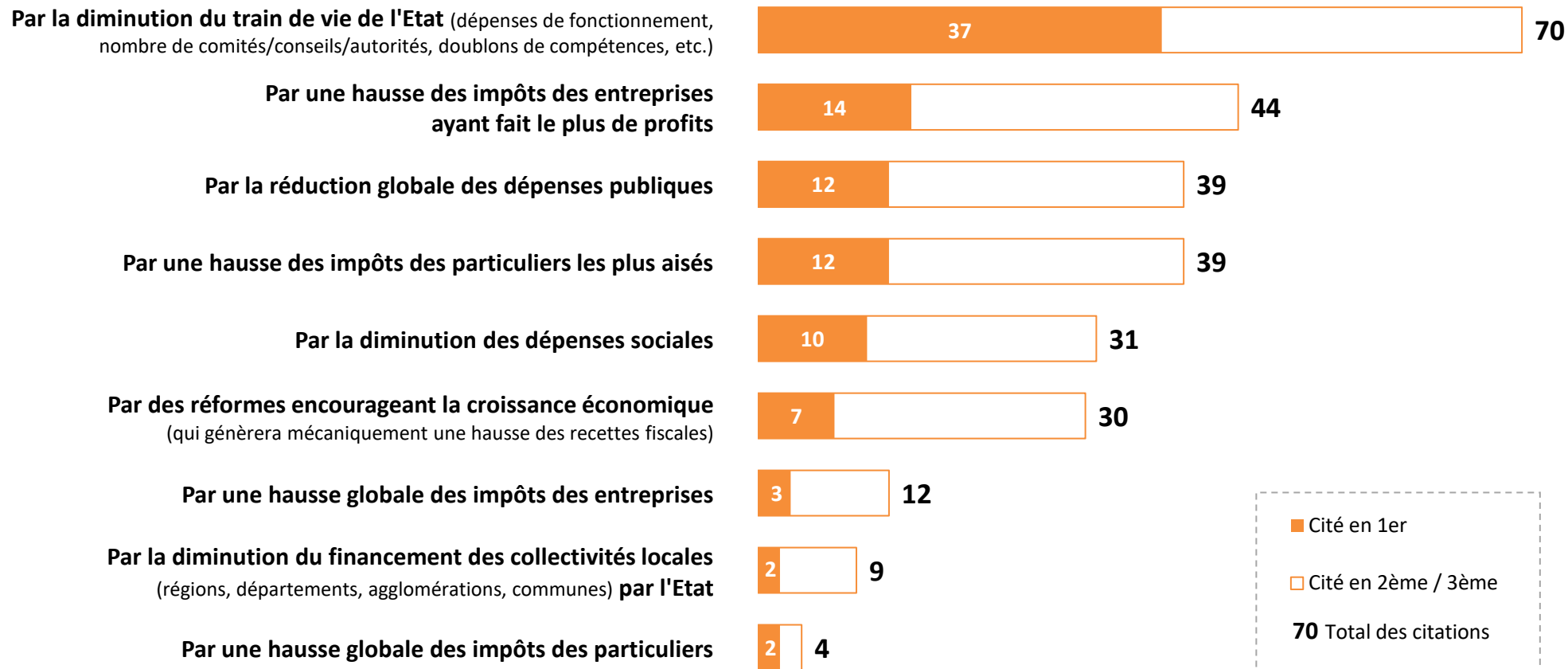


(*) Evolutions par rapport à l'enquête ELABE pour Les Echos, Institut Montaigne réalisée les 5 et 6 mars 2024.

Pour les Français, la diminution du train de vie de l'Etat est la solution n°1 pour réduire la dette publique

Selon vous, par quels moyens faudrait-il réduire la dette publique française ?

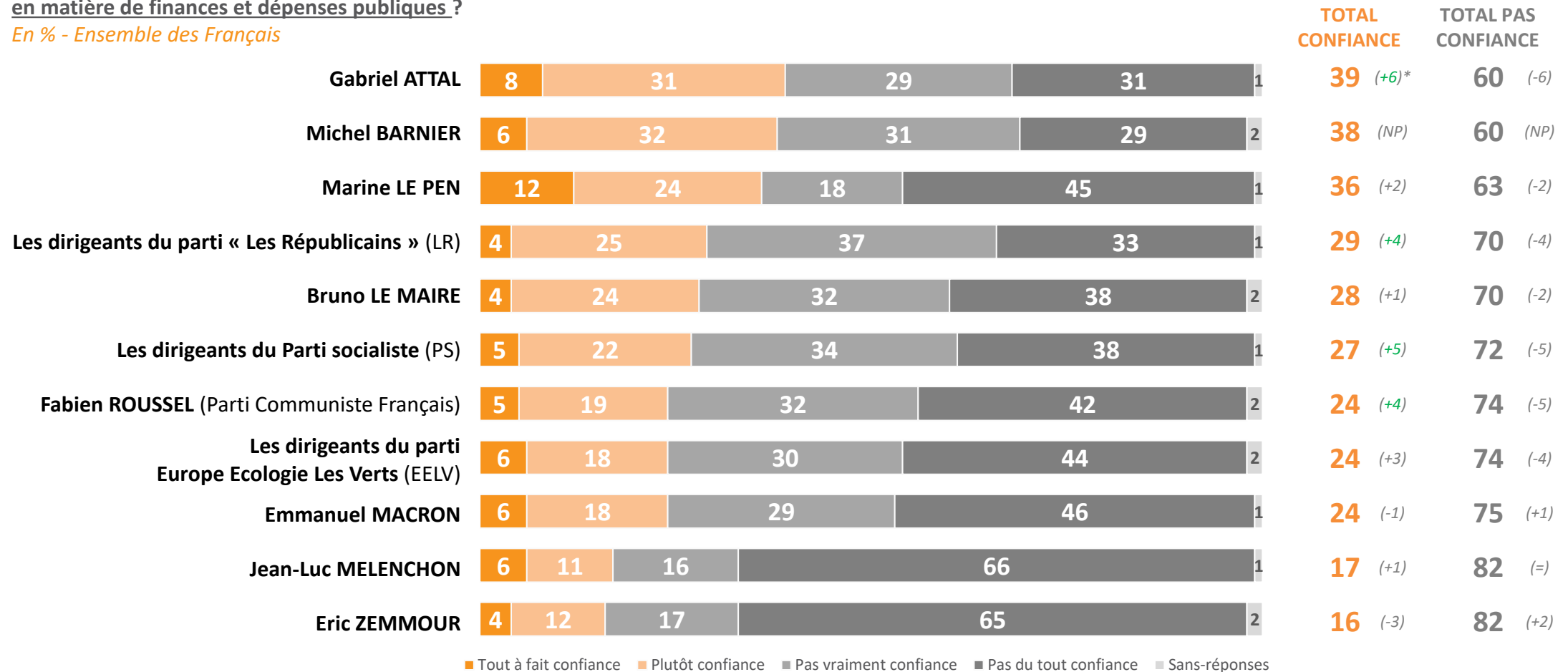
En % - Ensemble des Français



Aucun responsable politique n'obtient la confiance de l'opinion en matière de finances et dépenses publiques

Vous personnellement, faites-vous confiance ou pas confiance à chacune des personnalités politiques suivantes pour avoir une bonne politique en matière de finances et dépenses publiques ?

En % - Ensemble des Français

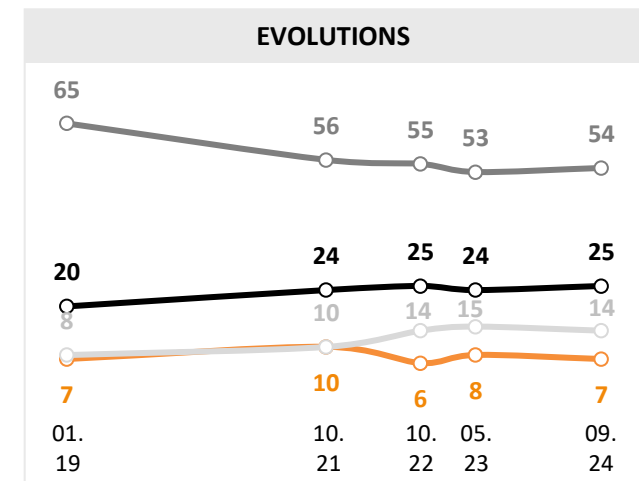
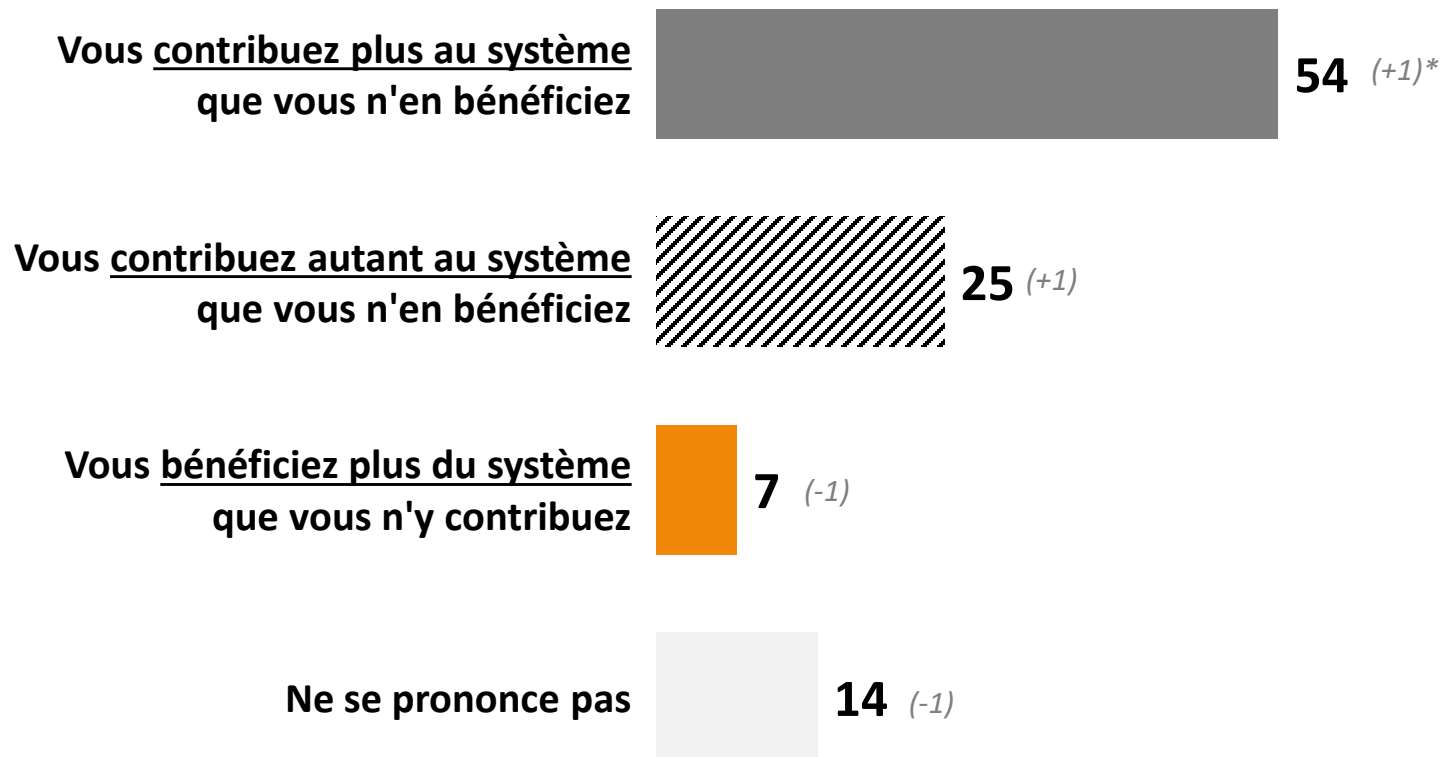


(*) Evolutions par rapport à l'enquête ELABE pour BFMTV réalisée les 26 et 27 mars 2024.

Système fiscal : plus d'1 Français sur 2 estime qu'il contribue davantage au système qu'il n'en bénéficie, un niveau stable depuis mai 2023

De manière générale, quand vous pensez aux différents impôts et taxes que vous payez (impôt sur le revenu, taxe foncière, TVA, ...) et aux services et aides dont vous pouvez bénéficier de la part de l'Etat (sécurité sociale, infrastructures, école, allocations chômage, ...), avez-vous le sentiment que ... ?

En % - Ensemble des Français



(*) Evolutions par rapport à l'enquête ELABE pour Les Echos, Institut Montaigne réalisée les 2 et 3 mai 2023.

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

Selon vous, est-il urgent ou pas urgent de réduire la dette publique en France ?

En %	TOTAL URGENT	Très urgent	Assez urgent	TOTAL PAS URGENT	Pas vraiment urgent	Pas du tout urgent	Sans-réponses
Total	80	39	41	19	14	5	1
SEXE DU REpondANT							
Un homme	80	42	38	19	14	5	1
Une femme	81	37	44	18	14	4	1
AGE DU REpondANT							
18-24 ans	68	20	48	31	25	6	1
25-34 ans	76	34	42	23	16	7	1
35-49 ans	77	38	39	22	14	8	1
50-64 ans	84	40	44	14	11	3	2
65 ans et plus	89	51	38	11	10	1	0
PROFESSION DU REpondANT							
ACTIFS	79	35	44	20	14	6	1
Agric., artisan, comm.	75	35	40	25	13	12	0
CSP+	79	36	43	20	14	6	1
Cadres	77	36	41	23	16	7	0
Profession Intermédiaire	81	37	44	17	13	4	2
CSP-	79	35	44	20	15	5	1
Employé	82	36	46	18	15	3	0
Ouvrier	75	33	42	22	15	7	3
INACTIFS	83	45	38	16	13	3	1
Retraité	89	50	39	10	9	1	1
Autre inactif	72	35	37	28	21	7	0
CATEGORIE D'AGGLOMERATION							
Communes rurales	88	41	47	11	8	3	1
Communes urb. de province	78	39	39	21	15	6	1
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	75	35	40	24	17	7	1
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	82	46	36	17	13	4	1
100.000 hab. et plus	79	38	41	20	15	5	1
Agglomération parisienne	79	38	41	20	17	3	1
REGION DE RESIDENCE (UDAS)							
Région Parisienne	78	37	41	21	18	3	1
Province	81	40	41	18	13	5	1
Nord-Est	81	38	43	18	12	6	1
Nord-Ouest	85	40	45	15	13	2	0
Sud-Ouest	85	45	40	15	9	6	0
Sud Est	77	39	38	21	15	6	2

Détail des résultats

Par catégories politiques

Selon vous, est-il urgent ou pas urgent de réduire la dette publique en France ?

En %	TOTAL URGENT	Très urgent	Assez urgent	TOTAL PAS URGENT	Pas vraiment urgent	Pas du tout urgent	Sans-réponses
Total	80	39	41	19	14	5	1
PREFERENCE PARTISANE							
TOTAL GAUCHE	76	32	44	24	21	3	0
La France insoumise (FI)	71	29	42	29	22	7	0
EELV / G.s	83	34	49	17	15	2	0
Le Parti Socialiste (PS)	78	35	43	22	19	3	0
TOTAL LREM ET ALLIES	85	45	40	15	13	2	0
La République en marche	84	46	38	16	14	2	0
TOTAL DROITE	94	53	40	6	6	0	0
Les Républicains	92	53	40	8	8	0	0
TOTAL RN/R!	88	53	35	12	10	2	0
Le Rassemblement National	88	51	37	12	10	2	0
Reconquête	91	69	22	9	9	0	0
SANS PREFERENCE PARTISANE	78	35	43	20	12	8	2
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (1ER TOUR)							
Jean-Luc MELENCHON	69	22	47	31	27	4	0
Yannick JADOT	87	23	64	13	13	0	0
Emmanuel MACRON	87	45	42	12	9	3	1
Valérie PECRESSE	89	61	28	11	9	2	0
Marine LE PEN	89	50	39	11	8	3	0
Eric ZEMMOUR	96	57	39	4	4	0	0
Abstention, vote blanc ou nul	77	38	39	20	15	5	3
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (2ND TOUR)							
Emmanuel MACRON	82	37	45	17	15	2	1
Marine LE PEN	89	51	38	11	8	3	0
Abstention, vote blanc ou nul	76	36	40	22	16	6	2

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

Selon vous, par quels moyens faudrait-il réduire la dette publique française ?

En % - TOTAL DES CITATIONS	Par la diminution du train de vie de l'Etat (dépenses de fonctionnement, nombre de comités/conseils/autorités, doublons de compétences, etc.)	Par une hausse des impôts des entreprises ayant fait le plus de profits	Par la réduction globale des dépenses publiques	Par une hausse des impôts des particuliers les plus aisés	Par la diminution des dépenses sociales	Par des réformes encourageant la croissance économique (qui génèrera mécaniquement une hausse des recettes fiscales)	Par une hausse globale des impôts des entreprises	Par la diminution du financement des collectivités locales (régions, départements, agglomérations, communes) par l'Etat	Par une hausse globale des impôts des particuliers
Total	70	44	39	39	31	30	12	9	4
SEXE DU REpondANT									
Un homme	68	42	41	39	34	29	13	12	5
Une femme	72	45	37	38	28	31	11	6	3
AGE DU REpondANT									
18-24 ans	50	40	36	42	24	26	13	16	11
25-34 ans	59	44	30	41	33	25	21	13	8
35-49 ans	66	39	38	38	35	33	13	10	3
50-64 ans	79	44	40	33	31	30	9	8	2
65 ans et plus	80	49	46	41	30	33	7	5	1
PROFESSION DU REpondANT									
ACTIFS	68	41	37	38	34	30	13	9	4
Agric., artisan, comm.	64	41	47	33	44	29	4	6	9
CSP+	67	45	35	43	34	33	13	8	4
Cadres	57	42	37	37	41	32	21	9	8
Profession Intermédiaire	74	46	34	47	28	33	9	7	1
CSP-	70	38	36	35	32	28	15	11	4
Employé	69	42	35	35	33	31	19	8	2
Ouvrier	71	32	39	35	31	24	9	14	6
INACTIFS	72	48	42	39	27	31	10	9	3
Retraité	80	48	46	39	30	32	7	5	1
Autre inactif	56	48	32	39	23	27	16	15	9
CATEGORIE D'AGGLOMERATION									
Communes rurales	77	42	41	36	34	33	10	8	3
Communes urb. de province	70	45	39	40	30	29	12	8	3
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	77	48	40	39	27	34	9	4	1
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	60	44	42	37	37	26	13	10	5
100.000 hab. et plus	69	44	37	41	29	27	14	10	4
Agglomération parisienne	62	42	35	39	30	32	14	14	7
REGION DE RESIDENCE (UDAS)									
Région Parisienne	63	42	35	37	30	32	15	13	7
Province	72	44	40	39	31	30	12	8	3
Nord-Est	70	43	43	44	29	24	10	8	2
Nord-Ouest	78	44	42	38	31	30	12	8	4
Sud-Ouest	70	43	37	39	38	28	11	9	2
Sud Est	69	46	37	36	30	36	12	8	4

Détail des résultats

Par catégories politiques

Selon vous, par quels moyens faudrait-il réduire la dette publique française ?

En % - TOTAL DES CITATIONS	Par la diminution du train de vie de l'Etat (dépenses de fonctionnement, nombre de comités/conseils/autorités, doublons de compétences, etc.)	Par une hausse des impôts des entreprises ayant fait le plus de profits	Par la réduction globale des dépenses publiques	Par une hausse des impôts des particuliers les plus aisés	Par la diminution des dépenses sociales	Par des réformes encourageant la croissance économique (qui générera mécaniquement une hausse des recettes fiscales)	Par une hausse globale des impôts des entreprises	Par la diminution du financement des collectivités locales (régions, départements, agglomérations, communes) par l'Etat	Par une hausse globale des impôts des particuliers
Total	70	44	39	39	31	30	12	9	4
PREFERENCE PARTISANE									
TOTAL GAUCHE	63	65	25	54	12	30	18	9	7
La France insoumise (FI)	70	60	32	44	8	26	24	9	7
EELV / G.s	57	73	16	63	14	34	15	12	5
Le Parti Socialiste (PS)	60	63	29	53	15	31	18	5	8
TOTAL LREM ET ALLIES	70	40	40	29	34	54	10	10	3
La République en marche	68	34	39	29	33	58	13	13	2
TOTAL DROITE	79	25	60	26	45	29	6	10	2
Les Républicains	78	25	60	21	48	27	8	11	3
TOTAL RN/R!	73	26	55	33	52	23	9	9	1
Le Rassemblement National	74	28	51	32	51	22	10	11	2
Reconquête	61	14	86	43	63	31	0	3	0
SANS PREFERENCE PARTISANE	72	42	37	35	30	29	11	8	3
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (1ER TOUR)									
Jean-Luc MELENCHON	69	66	22	56	9	32	20	7	5
Yannick JADOT	69	65	26	54	18	38	8	6	0
Emmanuel MACRON	70	39	42	30	31	43	10	11	4
Valérie PECRESSE	87	25	64	20	38	36	8	12	2
Marine LE PEN	78	33	46	34	46	21	9	9	3
Eric ZEMMOUR	68	17	76	27	67	19	4	8	0
Abstention, vote blanc ou nul	70	44	37	41	31	25	11	7	4
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (2ND TOUR)									
Emmanuel MACRON	70	44	37	39	26	41	12	8	4
Marine LE PEN	74	34	50	33	46	23	9	10	2
Abstention, vote blanc ou nul	71	53	35	43	25	25	12	8	4

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

Vous personnellement, faites-vous confiance ou pas confiance à chacune des personnalités politiques suivantes pour avoir une bonne politique en matière de finances et dépenses publiques ?

En % - TOTAL CONFIANCE	Gabriel ATTAL	Michel BARNIER	Marine LE PEN	Les dirigeants du parti « Les Républicains » (LR)	Bruno LE MAIRE	Les dirigeants du Parti socialiste (PS)	Fabien ROUSSEL (Parti Communiste Français)	Les dirigeants du parti Europe Ecologie Les Verts (EELV)	Emmanuel MACRON	Jean-Luc MELENCHON	Eric ZEMMOUR
Total	39	38	36	29	28	27	24	24	24	17	16
SEXE DU REpondANT											
Un homme	42	42	36	33	31	32	29	27	27	22	20
Une femme	38	34	34	23	27	22	19	22	21	13	12
AGE DU REpondANT											
18-24 ans	46	34	42	40	31	35	29	35	37	33	24
25-34 ans	33	26	35	27	20	37	32	37	24	27	17
35-49 ans	30	31	36	23	24	25	22	23	21	21	14
50-64 ans	42	37	31	26	29	23	21	22	24	9	12
65 ans et plus	48	53	37	32	37	21	22	17	23	7	17
PROFESSION DU REpondANT											
ACTIFS	34	32	36	27	24	28	25	26	23	19	14
Agric., artisan, comm.	30	38	36	30	21	15	12	9	23	11	13
CSP+	37	36	32	27	30	37	29	33	26	21	14
Cadres	44	41	32	32	34	46	32	47	35	32	18
Profession Intermédiaire	33	33	33	24	27	30	28	24	20	14	11
CSP-	32	28	40	26	19	24	22	21	20	18	14
Employé	32	29	42	27	17	25	19	23	21	18	16
Ouvrier	32	26	36	25	21	22	27	18	19	18	12
INACTIFS	47	45	34	31	35	24	23	23	26	14	19
Retraité	48	51	35	31	37	21	22	17	23	7	18
Autre inactif	43	31	31	30	31	30	27	36	31	29	21
CATEGORIE D'AGGLOMERATION											
Communes rurales	38	38	40	26	26	22	24	19	16	14	12
Communes urb. de province	40	36	35	29	30	26	23	25	25	15	16
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	33	38	35	23	23	23	19	23	21	13	16
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	40	35	52	26	33	28	26	23	21	12	17
100.000 hab. et plus	44	36	28	33	32	30	23	27	29	18	17
Agglomération parisienne	40	43	29	29	29	31	29	29	31	26	18
REGION DE RESIDENCE (UDAS)											
Région Parisienne	40	42	30	30	30	30	28	27	31	26	18
Province	39	37	36	28	29	25	23	24	23	15	15
Nord-Est	35	32	34	22	21	21	18	17	19	12	11
Nord-Ouest	42	38	34	25	36	30	24	24	21	18	14
Sud-Ouest	42	42	35	32	23	24	26	26	19	12	17
Sud Est	39	37	41	33	30	25	26	28	27	16	20

Détail des résultats

Par catégories politiques

Vous personnellement, faites-vous confiance ou pas confiance à chacune des personnalités politiques suivantes pour avoir une bonne politique en matière de finances et dépenses publiques ?

En % - TOTAL CONFIANCE	Gabriel ATTAL	Michel BARNIER	Marine LE PEN	Les dirigeants du parti « Les Républicains » (LR)	Bruno LE MAIRE	Les dirigeants du Parti socialiste (PS)	Fabien ROUSSEL (Parti Communiste Français)	Les dirigeants du parti Europe Ecologie Les Verts (EELV)	Emmanuel MACRON	Jean-Luc MELENCHON	Eric ZEMMOUR
Total	39	38	36	29	28	27	24	24	24	17	16
PREFERENCE PARTISANE											
TOTAL GAUCHE	34	24	14	16	22	61	50	59	21	44	9
La France insoumise (FI)	21	16	19	17	18	63	61	64	16	79	12
EELV / G.s	40	30	10	14	20	48	39	70	17	28	5
Le Parti Socialiste (PS)	37	24	11	16	25	72	43	48	27	28	8
TOTAL LREM ET ALLIES	83	72	12	45	59	22	17	14	67	6	5
La République en marche	89	78	14	47	65	22	15	17	81	8	6
TOTAL DROITE	68	72	44	84	57	16	21	15	41	10	18
Les Républicains	67	71	46	87	55	14	21	17	37	12	20
TOTAL RN/R!	30	37	87	34	21	5	9	6	10	3	38
Le Rassemblement National	32	37	89	33	23	6	9	5	10	4	31
Reconquête	12	35	87	53	15	0	12	12	10	0	100
SANS PREFERENCE PARTISANE	31	33	23	18	23	17	16	15	19	7	9
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (1ER TOUR)											
Jean-Luc MELENCHON	24	14	14	12	18	57	52	52	12	50	5
Yannick JADOT	35	32	13	15	19	51	33	65	13	13	6
Emmanuel MACRON	76	67	23	43	56	31	26	26	60	12	12
Valérie PECRESSE	48	74	32	73	42	17	10	8	21	0	12
Marine LE PEN	28	38	88	32	20	5	11	6	9	3	27
Eric ZEMMOUR	24	44	61	58	22	6	6	0	17	4	80
Abstention, vote blanc ou nul	34	29	29	19	22	18	17	19	16	12	9
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (2ND TOUR)											
Emmanuel MACRON	61	54	17	35	45	38	30	34	42	18	9
Marine LE PEN	26	39	80	34	22	11	15	7	11	8	34
Abstention, vote blanc ou nul	30	24	23	18	18	27	28	28	12	21	9

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

De manière générale, quand vous pensez aux différents impôts et taxes que vous payez (impôt sur le revenu, taxe foncière, TVA, ...) et aux services et aides dont vous pouvez bénéficier de la part de l'Etat (sécurité sociale, infrastructures, école, allocations chômage, ...), avez-vous le sentiment que ... ?

En %	Vous contribuez plus au système que vous n'en bénéficiez	Vous contribuez autant au système que vous n'en bénéficiez	Vous bénéficiez plus du système que vous n'y contribuez	Ne se prononce pas
Total	54	25	7	14
SEXE DU REpondANT				
Un homme	52	30	8	10
Une femme	57	21	5	17
AGE DU REpondANT				
18-24 ans	33	42	9	16
25-34 ans	58	23	4	15
35-49 ans	54	23	9	14
50-64 ans	59	21	7	13
65 ans et plus	57	24	6	13
PROFESSION DU REpondANT				
ACTIFS	58	22	6	14
Agric., artisan, comm.	60	14	4	22
CSP+	60	25	6	9
Cadres	50	37	8	5
Profession Intermédiaire	67	17	5	11
CSP-	56	21	6	17
Employé	59	21	5	15
Ouvrier	50	21	9	20
INACTIFS	50	28	8	14
Retraité	57	24	6	13
Autre inactif	35	37	11	17
CATEGORIE D'AGGLOMERATION				
Communes rurales	59	18	6	17
Communes urb. de province	56	25	7	12
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	57	21	7	15
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	56	26	7	11
100.000 hab. et plus	56	26	7	11
Agglomération parisienne	43	34	8	15
REGION DE RESIDENCE (UDAS)				
Région Parisienne	47	32	7	14
Province	56	23	7	14
Nord-Est	53	25	7	15
Nord-Ouest	54	24	7	15
Sud-Ouest	60	24	4	12
Sud Est	59	20	8	13

Détail des résultats

Par catégories politiques

De manière générale, quand vous pensez aux différents impôts et taxes que vous payez (impôt sur le revenu, taxe foncière, TVA, ...) et aux services et aides dont vous pouvez bénéficier de la part de l'Etat (sécurité sociale, infrastructures, école, allocations chômage, ...), avez-vous le sentiment que ... ?

En %	Vous contribuez plus au système que vous n'en bénéficiez	Vous contribuez autant au système que vous n'en bénéficiez	Vous bénéficiez plus du système que vous n'y contribuez	Ne se prononce pas
Total	54	25	7	14
PREFERENCE PARTISANE				
TOTAL GAUCHE	46	35	8	11
La France insoumise (FI)	45	33	9	13
EELV / G.s	39	42	9	10
Le Parti Socialiste (PS)	47	34	8	11
TOTAL LREM ET ALLIES	48	35	9	8
La République en marche	44	35	13	8
TOTAL DROITE	60	28	10	2
Les Républicains	62	32	4	2
TOTAL RN/R!	70	18	3	9
Le Rassemblement National	70	16	4	10
Reconquête	68	32	0	0
SANS PREFERENCE PARTISANE	55	17	6	22
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (1ER TOUR)				
Jean-Luc MELENCHON	51	31	7	11
Yannick JADOT	51	38	6	5
Emmanuel MACRON	51	32	10	7
Valérie PECRESSE	66	24	4	6
Marine LE PEN	71	18	3	8
Eric ZEMMOUR	74	15	6	5
Abstention, vote blanc ou nul	47	23	7	23
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (2ND TOUR)				
Emmanuel MACRON	51	32	8	9
Marine LE PEN	70	19	4	7
Abstention, vote blanc ou nul	48	24	8	20

—
11 rue de Rouvray
92200 Neuilly sur Seine / FR
Tél. +33 (0)1 57 64 01 60
@elabe_fr
www.elabe.fr

—
ELABE

